LES ÉCO.ma

24/03/2026

Transport d'électricité et électrification rurale : le Maroc, un modèle salué par la BAD



Le Programme de développement des réseaux de transport d'électricité et d'électrification rurale (PDRTE-ER), piloté par l'ONEE avec le soutien de la BAD, dresse un bilan très satisfaisant : renforcement des réseaux de transport, électrification rurale record et transition énergétique accélérée. Un modèle de transformation structurelle au Maroc. Détails.

937 villages électrifiés, 45,5% d'énergies renouvelables intégrées, 7.580 MW de capacité de pointe et 99,91% d'électrification rurale, 937 villages électrifiés, 19.980 foyers connectés. Le Programme de développement des réseaux de transport d'électricité et d'électrification rurale (PDRTE-ER) au Maroc affiche des résultats tangibles et un bilan plus qu'éloquent selon le rapport de la BAD.

Fiabilité accrue pour l'industrie, débouchés garantis pour les EnR et la construction, nouveaux marchés et qualité de vie améliorée en milieu rural, et confiance renforcée pour les investisseurs et partenaires financiers. Tels sont, pêle-mêle, les bénéfices concrets et immédiats que les acteurs économiques retirent de la transformation profonde et mesurable du paysage énergétique et territorial marocain en cours.

C'est dans ce contexte que le rapport sur l'État d'exécution et les résultats (EER) du Programme de développement des réseaux de transport d'électricité et d'électrification rurale, récemment publié par la Banque africaine de développement (BAD) offre bien plus qu'un simple état des lieux. C'est une radiographie précise des transformations concrètes induites par ce projet phare de 352,33 millions d'euros, piloté par l'Office national de l'électricité (ONEE). Disons que le rapport EER de la BAD sur le PDRTE-ER ne se contente pas de décrire un projet en cours. Il atteste d'une transformation profonde et mesurable du paysage énergétique et territorial marocain.

Des réalisations structurantes au-delà des attentes

Le rapport de la BAD atteste d'une exécution globalement «Satisfaisante» et d'un progrès vers l'objectif de développement «Très Satisfaisant», signes tangibles d'avancées opérationnelles majeures. Dans le domaine du transport électrique, la

construction de 254 km de lignes haute tension (dont 244,85 km en 400 kV) et d'un poste 225/60 kV a significativement renforcé les réseaux des régions de Casablanca Centre et Sud, consolidant la stabilité du réseau national et facilitant l'intégration des énergies renouvelables. Des infrastructures critiques qui répondent à l'impératif stratégique de sécuriser l'acheminement de l'électricité à grande échelle.

Parallèlement, l'électrification rurale affiche des résultats exceptionnels : 937 nouveaux villages ont été raccordés, dépassant de 30% la cible initiale (720 villages), et 19.980 nouveaux foyers ont accédé à l'électricité, surpassant l'objectif de 16.250 ménages. Un déploiement qui s'appuie sur une infrastructure robuste comprenant 1.261 km de lignes moyenne tension, 3.898 km de lignes basse tension et 719 postes de transformation MT/BT.

Comme le souligne le rapport, «le taux d'électrification est passé à 99,91%», frôlant l'universalité et catalysant une transformation socio-économique profonde en milieu rural par l'amélioration des services essentiels et l'émergence d'opportunités entrepreneuriales locales.

Mutation structurelle de l'économie énergétique

Les effets quantifiés par la BAD révèlent une mutation structurelle de l'économie énergétique marocaine. La transition vers les renouvelables s'accélère : la part des EnR dans la capacité installée a bondi à 45,5% (contre 33,84% initialement), soit 64,21% de l'objectif final (52%). Un progrès significatif qui valide la viabilité technique d'intégrer massivement les renouvelables, objectif clé du projet visant à garantir l'insertion de la production électrique additionnelle générée par les sources renouvelables. Il renforce la compétitivité des industriels via une électricité plus verte et stabilise les coûts à long terme.

Le renforcement du réseau se traduit par une puissance maximale de pointe de 7.580 MW (dépassant de 151,19% la cible de 7 150 MW) et une énergie nette appelée de 45.713.104 GWh (73,46% de l'objectif final). Une robustesse accrue qui sécurise l'approvisionnement des industries énergivores, évite les coûteuses coupures et attire les investissements dans les territoires desservis, répondant à l'ambition d'améliorer la sécurité et l'efficacité de la fourniture d'énergie.

Sur le plan socio-économique, le projet a généré 243 emplois permanents (dépassant de 121,5% la cible de 200) et 744 emplois temporaires, créant un vivier d'emplois qualifiés localisés dans les secteurs de l'énergie et du BTP. Autant de chiffres qui illustrent l'effet multiplicateur des infrastructures sur l'économie réelle, bien qu'à échelle encore circonscrite.

Opportunités et nouveaux horizons à saisir

Les réalisations du PDRTE-ER transforment substantiellement l'écosystème économique marocain. Pour les industriels et grands consommateurs, le renforcement des lignes 400 kV et l'augmentation de la capacité de transit à 7.580 MW garantissent une fiabilité électrique inédite, réduisant les risques de perturbations coûteuses et permettant l'implantation d'industries énergivores dans les régions de Casablanca Centre et Sud. L'intégration de 45,5% d'énergies renouvelables offre une perspective

de stabilité des coûts à long terme et répond aux exigences de durabilité des chaînes globales.

Pour le secteur des énergies renouvelables, cette performance technique valide la faisabilité d'intégration massive des EnR, réduisant les risques perçus pour les futurs projets solaires et éoliens tout en ouvrant des opportunités d'investissement dans les zones riches en ressources, sous réserve de l'achèvement des infrastructures de transport résiduelles.

Dans le monde rural, l'électrification de 937 villages (dépassant de 30% la cible) et l'accès de 19.980 foyers à l'électricité catalysent une révolution socio-économique : diversification via des micro-entreprises et services (réfrigération, cybercafés), modernisation agricole par des pompes à eau et équipements de transformation, et amélioration des services essentiels (santé, éducation numérique).

Comme le souligne le rapport de la BAD, «l'accès généralisé à l'énergie électrique dans les zones rurales» booste l'attractivité territoriale et crée des marchés locaux émergents. Le secteur de la construction et des services associés bénéficie d'un périmètre d'activité durable jusqu'à la limite de décaissement (30 juin 2028), avec des débouchés majeurs pour les entreprises locales en génie électrique et travaux publics. La gestion des aspects environnementaux et sociaux (exigée pour le marché retardé de la ligne 225 kV) représente un créneau pour les bureaux d'études spécialisés.

Enfin, pour l'État et les partenaires financiers, le décaissement de 45,23% des fonds et l'engagement des marchés à 93,60% valident l'efficacité de la gestion publique pilotée par l'ONEE. La classification «Projet non potentiellement problématique» par la BAD consolide la crédibilité du Maroc pour les futurs financements, tout en atteignant les objectifs stratégiques nationaux : sécurité énergétique, mix décarboné et inclusion territoriale.

Quelques grains de sable sous contrôle

Le rapport identifie un retard circonscrit sur le marché clé de la ligne 225 kV «Laawamar Oulad Haddou», attribué au désistement de l'attributaire initial et à la nécessité impérative de redéfinir la solution technique face à des contraintes de tracé émergentes.

Une difficulté qui fait l'objet d'une gestion proactive par l'ONEE, responsable désigné : les mesures correctives incluent l'accélération de la redéfinition technique, la finalisation des études environnementales et sociales, la mise à jour du Dossier d'appel d'offres (DAO) via le nouveau Plan de gestion environnementale et sociale (PGES), et le recalage du calendrier de passation de marché, le tout aligné sur l'échéance ultime de décaissement du 30 juin 2028. Un risque d'oppositions aux passages de lignes est anticipé, mais atténué par une stratégie de tracés évitant les zones habitées pour minimiser les impacts, comme le précise le rapport : «choix judicieux des tracés pour éviter les zones habitées, avec un minimum d'impact».

L'impact global reste limité, ce retard ne concernant qu'un marché sur dix pour la composante transport, tandis que les autres composantes affichent un taux d'engagement de 93,60% et des réalisations physiques substantielles. Le projet

conserve ainsi son statut «en bonne voie pour la réalisation de son objectif de développement», confirmant la maîtrise opérationnelle des aléas.

Vers un système énergétique plus résilient, plus vert et plus équitable

Comme l'on peut le constater, le rapport de la BAD dépasse le simple constat technique pour révéler une mutation structurelle du paysage marocain : il atteste d'une transformation énergétique et territoriale mesurable, générant des bénéfices tangibles pour l'ensemble des acteurs économiques. Les industriels bénéficient d'une fiabilité électrique accrue grâce au renforcement du réseau, les promoteurs d'énergies renouvelables disposent d'un argumentaire solide via l'intégration technique de 45,5% d'EnR, les zones rurales accèdent à une révolution socio-économique avec 99,91% d'électrification, et les partenaires financiers voient leur confiance renforcée par une gestion «non potentiellement problématique».

Le défi technique résiduel, bien que rigoureusement adressé, s'avère un aléa mineur au regard des réalisations globales. La clé réside désormais dans l'achèvement des travaux avant l'échéance du 30 juin 2028 et dans la capitalisation stratégique de ces infrastructures par les secteurs public et privé pour amplifier leur impact sur la compétitivité nationale et le développement inclusif des territoires, notamment ruraux.

Comme l'indiquent implicitement les notations «Très Satisfaisant» et les indicateurs dépassés, le Maroc franchit une étape décisive vers un système énergétique plus résilient (7.580 MW de capacité de pointe), plus vert (45,5% d'EnR), et plus équitable (19.980 foyers ruraux connectés).